

Communiqué de presse sur la situation dans le Sud de Madagascar

**Dr Elimberaza Mandridake, professeur à l'Université de Toliara -
27/11/12**

Veillez trouver ci-après mon communiqué de presse sur la situation alarmante de nos compatriotes dans le Sud, après les investigations et enquêtes, recueils de témoignages que moi et mon équipe avons menés pendant plusieurs semaines sur place. Espérant une large diffusion de votre part,

Face à l'ampleur de la catastrophe humanitaire causée par l'Opération spéciale *Tandroka* dans le Sud de Madagascar, plus précisément dans le District de Betroka, reflet de ce qui se passe actuellement à l'échelle nationale,

Il est de mon devoir en tant que citoyen malgache d'abord, et natif du Sud de surcroît, de m'insurger contre les exactions subies par nos compatriotes innocents et de les dénoncer avec force. Il est inadmissible, sous couvert de lutte contre les *Dahalo*, que des régions entières soient nettoyées avec les biens mis à sac, puis brûlés, et les populations contraintes de fuir cette terreur.

Certaines populations, réduites au silence pendant la présence des forces de l'ordre sur place dans le cadre de cette opération spéciale, commencent à dépasser leurs peurs et rapportent des témoignages accablants, dont certains ont été faits par écrit sur des cas de violences, d'abus et d'exactions divers. En attendant l'arrivée d'autres témoignages, ou d'exemples similaires venant d'autres régions, il fallait rapporter les souffrances graves endurées par les victimes. Ces cas de violences se sont aggravés vers le début du mois d'octobre 2012. On peut citer comme exemples :

- Les cas des Fokontany Morafeno, Miary Omby, Ambalabe, et Asely dans la commune rurale de Mahabo survenus entre le 18 et le 21 Octobre 2012. Des villages entiers ont été incendiés, des récoltes détruites, des biens précieux et même de l'argent ont été volés.

- Les cas des Fokontany Manombo et Morarano, dans la Commune rurale d'Analamary, qui ont été « visités » par les forces de l'ordre le mardi 16 octobre dernier et dont les hommes ont été accusés, sans aucune preuve, d'être complices de Remenabila, tabassés et arrêtés. Comme dans les autres villages, les biens des fokonolona ont été détruits ou pillés.

- Les cas du Fokontany Voromiantsa, Commune rurale d'Ivahona survenus vers la fin du mois de septembre 2012. Des villages ont été détruits et d'après les doléances enregistrées par le Maire le 6 octobre dernier, les papiers d'identité et les cahiers de bovidés des habitants locaux sont partis en fumée, rendant absolument impossible le recensement des biens et des personnes sur place.

- Les cas du Fokontany Ankilimary, Commune rurale Ianakafy, survenus le 8 octobre 2012. Les villageois ont été contraints par les forces de l'ordre à leur remettre tous leurs objets de valeur et leur argent. 307 bovidés ont été ramenés de force vers Betroka et n'ont été remis à leurs propriétaires que moyennant paiement d'une certaine somme aux divers responsables. Certains bovidés, dont les propriétaires n'ont pas pu s'acquitter de la somme demandée, ont été tués ou détenus dans un endroit dénommé Vondrony.

Les témoignages des habitants de ces localités dans le District de Betroka font état de l'utilisation excessive de la force et sans discernement, les contraignant à fuir dans les forêts, même des mères de famille qui viennent de mettre au monde leurs bébés ont dû se réfugier dans la brousse, craignant pour leurs vies. Les dégâts laissés par le passage des forces spéciales sont énormes, les pertes causées par les incendies des villages, les populations civiles dépouillées de tous leurs biens, même jusqu'à leurs pièces d'identité, les familles détruites, des pertes en vies humaines ont même été rapportées.

Il est scandaleux de savoir que dans certaines communes, il n'est même plus question de traque de Remenabila, les violences, abus et exactions ne sont en aucun cas justifiés ni justifiables.

Les doléances écrites ou verbales de ces victimes ont été remises entre les mains des autorités locales, maires des communes rurales concernées et Chef de District de Betroka. Leurs cachets faisant foi.

Ces exemples venant des localités de l'Isalo ne doivent pas nous faire oublier que les exactions ont commencé dans la Région d'Anosy, d'autres terreurs se poursuivent dans le Menabe et personne, pour le moment, ne peut envisager jusqu'où cette répression sanguinaire va s'arrêter. Nous encourageons les citoyens, victimes ou non, en possession d'autres témoignages à les révéler au grand jour.

Face à cette catastrophe d'une ampleur grave, il est urgent d'alerter tous mes concitoyens malgaches, les dirigeants, les hauts responsables des forces armées, les Raiamandreny et chefs spirituels de ce pays, ainsi que les membres de la communauté internationale. Les populations civiles dans ces localités sont totalement désabusées, impuissantes et orphelines. Les violations flagrantes des droits de l'homme et les atteintes à la vie humaine devraient nous interpeller tous au plus haut point.

Il s'avère ainsi impérieux de procéder à une enquête approfondie sur place, afin d'éviter toute désinformation qui ne fera qu'aggraver la situation déjà critique de nos concitoyens dans le Sud. La communauté internationale devrait, dans les meilleurs délais, y dépêcher une mission d'enquête indépendante et neutre pour déterminer les responsabilités respectives des entités concernées, et assurer un appui financier et technique pour le déroulement de cette enquête.

La situation dans le Sud à laquelle nous assistons actuellement est une atteinte à la Nation Malgache toute entière parce que toutes ces régions sont habitées par des Malgaches sans distinction d'origine.

Toutefois, j'encourage tous nos concitoyens militaires qui font leur travail dans la droiture en aidant les habitants à vivre dans la sérénité. Il ne s'agit pas de faire de l'amalgame, au contraire, leur aide est entièrement sollicitée pour que les vrais commanditaires de cette tragédie soient identifiés. En effet, nous ne devons pas nous contenter des boucs émissaires volontairement désignés comme coupables pour endosser toute la responsabilité alors que les vrais coupables s'en sortent toujours facilement. Il est crucial de mettre fin à cette situation d'impunité qui n'a que trop nui à notre Nation.

Les Malgaches ne doivent pas se résigner à accepter cette flambée de violences absolument inadmissible et injustifiable et anéantissant les habitants du Sud, sous prétexte qu'on recherche des malfaiteurs et des « dahalo ».

J'implore ainsi les victimes et les défenseurs de droits civils à s'unir pour vaincre ce sentiment de peur instauré pour réduire le peuple malgache au silence. Toutes les forces vives et les citoyens de ce pays doivent se mobiliser jusqu'à ce que la vérité soit connue et la justice faite. C'est grâce, et avec nous tous, que les vrais commanditaires, et non seulement les épouvantails, seront traduits devant la justice pour affirmer haut et fort la suprématie des droits des citoyens.

Enfin, je me permets de lancer un appel pressant à tous les Malgaches pour un *voin-kava mahatratra* en faveur de nos compatriotes dans le Sud, ainsi qu'aux membres de la Communauté internationale pour déployer des aides humanitaires d'urgence afin de leur permettre de se reconstruire après ces drames.

Antananarivo, ce 27 novembre 2012